

est vice-présidente. Cette possibilité ne manque pas d'inquiéter tous ceux que préoccupe la stabilité future de leur pays.

Entre-temps, la tranquillité à laquelle la nation aspire semble de plus en plus hors d'atteinte à cause de la guerre sourde et haineuse, régulièrement ponctuée d'attentats à la bombe, de meurtres et d'autres actes de violence, que se livrent les factions de droite et de gauche.

Cela ne veut pas dire que la vie quotidienne du pays soit constamment marquée en surface de conflits et de tensions. A Buenos Aires, par exemple, le visiteur qui ne lit pas les affiches agressives et les journaux peut fort bien tout ignorer des luttes qui dévorent l'infrastructure sociale et politique du pays. Dans cette grande ville de style européen, avec sa surabondance de terrasses et de bons restaurants, l'existence est plutôt calme en apparence.

Attente déçue

La situation véritable n'est toutefois pas des plus roses et ne correspond sûrement pas à l'attente des milliers d'Argentins qui accoururent l'été dernier à l'aéroport de Buenos Aires pour y acclamer leur idole Peron à sa rentrée d'exil en Espagne.

Et pourtant, s'ils avaient cru aux présages, tous ces admirateurs auraient pu prévoir les troubles qui se préparaient. Au moment même où la masse excitée des gens attendait la brève apparition de son ancien héros, il y eut un échange de coups de feu entre factions rivales, dont on n'a pas encore clairement rendu compte, fusillade qui fit des dizaines de morts et de blessés.

Le nouveau président s'est empressé peu après son retour de se débarrasser de l'homme qui lui avait préparé la voie, Hector Campora, ancien dentiste, lui-même élu président quelques mois plus tôt contre promesse de ramener au pays le leader exilé.



Longtemps spécialiste des questions de défense et de politique extérieure à l'Agence Presse Canadienne, M. Best dirige actuellement à Ottawa un Bureau d'information sur la politique extérieure, la défense et les questions connexes qui intéressent le Canada. Il a travaillé à Moscou de 1964 à 1967 au service de l'Agence Presse Canadienne et a visité Cuba à plusieurs reprises durant les premières années de la Révolution. Il a également été reporter à Mexico. Le présent article est le fruit d'un périple d'un mois en Amérique latine d'où il est rentré récemment. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.

Contraint de démissionner, M. Campora est maintenant ambassadeur au Mexique. On décréta donc de nouvelles élections, et l'armée, se pliant à la volonté du peuple, permit à Peron de présenter sa candidature auparavant interdite. Faisant preuve d'une étonnante puissance politique, ce dernier obtint 61 pour cent des suffrages populaires et réintégra ses fonctions de président.

Une fois réinstallé, le président a vite déclaré la guerre aux extrémistes de gauche, responsables des nombreux enlèvements d'hommes d'affaires étrangers et de cadres argentins survenus au cours des dernières années.

Il est même allé si loin dans cette voie que les éléments de gauche de son propre mouvement politique, à larges assises, ont commencé à douter de son impartialité. Ils se demandent, en effet, quand il va commencer à régler le cas de l'extrême droite et de ses escouades de la mort formées pour la chasse et la liquidation des gauchistes.

L'attaque d'une base

Malgré toutes ces pressions et son isolement croissant, l'extrême gauche semble néanmoins devenir plus forte ou tout au moins plus audacieuse. Il y a quelques mois, l'Armée révolutionnaire du peuple, le mieux organisé des groupes marxistes clandestins, a pris d'assaut une base militaire stratégique et l'a occupée pendant plusieurs heures, tuant le commandant et sa femme au cours de l'attentat.

Plus récemment, elle a marqué un coup sensationnel en obtenant une rançon de plus de 14 millions de dollars (le record mondial) en échange d'un cadre de la société Exxon, Victor Samuelson, qui avait été enlevé. Elle détient encore comme otages une douzaine d'hommes d'affaires étrangers.

Ces campagnes de terrorisme et de contre-terrorisme, jointes aux conflits politiques et sociaux qu'elles suscitent et qui en retour servent à les alimenter, font que le président Peron ne peut guère s'occuper d'autre chose que du maintien de l'ordre dans le pays.

Certains prétendent que, loin d'avoir la haute main, il est en train de perdre tout contrôle de la situation et que la conjoncture actuelle laisse entrevoir un chaos grandissant. La rébellion d'éléments policiers à Cordoba à la fin de février, qui s'est soldée par l'emprisonnement du gouverneur gauchiste de la province, de son adjoint et de quelque 70 partisans, n'est pas de nature à apaiser ce bruit, bien que la décision de mettre la province sous tutelle fédérale ait porté certaines gens à